Article 43 du Règlement

comme ils le prétendent, les hypothèques à taux variable sont illégales aux termes de la loi sur l'intérêt, la même loi protège les propriétaires contre toute perte de leur titre et prévoit qu'ils n'auraient à verser que des intérêts de 5 p. 100 ou moins. Cette année même, 650,000 Canadiens auraient pu se prévaloir de ces prêts hypothécaires à faible intérêt si les deux députés, agissant pour le compte des banques, sans doute, n'avaient pas mis le programme en péril. Je propose donc, appuyé par le député de Parry Sound-Muskoka (M. Darling):

Que pour commémorer la sottise des deux députés en question, on élève sur la colline parlementaire une statue de Don Quichotte aux cheveux blancs ondulés et portant un long cigare cubain au lieu d'une lance.

Des voix: Bravo!

Des voix: Oh, oh!

Mme le Président: Y a-t-il consentement unanime pour cette motion?

Des voix: D'accord.

Des voix: Non.

* * *

LA SOCIÉTÉ RADIO-CANADA**LE SERVICE À DESTINATION DE LAC-LOUISE—RECOURS À L'ARTICLE 43 DU RÈGLEMENT**

M. Gordon Taylor (Bow River): Madame le Président, la population de Lac-Louise implore la Société Radio-Canada d'améliorer la qualité de ses émissions dans cette localité, mais Radio-Canada, au mépris des faits, s'obstine à dire que Lac-Louise ne compte que 140 habitants selon le recensement de 1976 et elle refuse d'entreprendre des travaux tant que la population permanente n'atteindra pas 500 habitants. Or, la population réelle de Lac-Louise, à longueur d'année, est de 411 habitants, auxquels s'ajoutent 800 employés saisonniers permanents et quelque 300,000 visiteurs, qui tous réclament un meilleur service de radio et de télévision. Je propose donc, avec l'appui du député d'Ontario (M. Fennell):

Que la Chambre exhorte le ministre des Communications à intervenir auprès de Radio-Canada et à fournir un meilleur service à ces personnes, aux êtres humains qui vivent et travaillent dans nos parcs nationaux et qui ont droit au même traitement que d'autres localités dont un grand nombre sont beaucoup plus petites.

Mme le Président: La motion recueille-t-elle le consentement unanime?

Des voix: Oui.

Des voix: Non.

* * *

LA COMMISSION CANADIENNE DU BLÉ**LA RESPONSABILITÉ DU CANADA—RECOURS À L'ARTICLE 43 DU RÈGLEMENT**

M. Vic Althouse (Humboldt-Lake Centre): Madame le Président, j'invoque les dispositions de l'article 43 du Règlement. Étant donné que le ministre d'État (Commerce international) nous a annoncé par la voix des journaux, que le Japon avait récemment acheté 25,000 tonnes de colza de la Suède parce que le régime de commercialisation libre du Canada ne pouvait les lui livrer même si les stocks accumulés dans les ports du Pacifique atteignaient à ce moment-là les 85,000 tonnes; et étant donné que le Canada a perdu une vente de 20,000 tonnes de moulée de colza à la Hongrie pour la même raison, je propose, appuyé par le député de Selkirk-Interlake (M. Sargeant):

● (1410)

Que la chambre enjoigne au gouvernement de modifier la loi sur la Commission canadienne du blé de manière à lui assujettir la graine de colza et que la Commission puisse en coordonner la vente pour le plus grand bien des producteurs.

Mme le Président: Y a-t-il consentement unanime pour cette motion?

Des voix: D'accord.

Des voix: Non.

* * *

L'ÉDUCATION**LE FINANCEMENT DES ÉTABLISSEMENTS POSTSECONDAIRES—RECOURS À L'ARTICLE 43 DU RÈGLEMENT**

M. Howard Crosby (Halifax-Ouest): Madame le Président, les étudiants d'universités et leur famille de partout au Canada s'inquiètent des rumeurs de majorations appréciables des frais de scolarité devenues nécessaires pour compenser la diminution des subventions que le gouvernement accordera aux établissements postsecondaires. Des étudiants ont été forcés de manifester publiquement pour révéler leur fâcheuse situation. Hier, des étudiants inquiets de l'Université de Moncton ont manifesté pour attirer l'attention sur la majoration des frais de scolarité et la réduction du financement. Des manifestations analogues auront lieu à d'autres universités. Je propose donc, appuyé par le député de Fundy-Royal (M. Corbett):

Que la Chambre prie le ministre des Finances d'assurer aux étudiants des universités canadiennes que les nouvelles politiques fédérales au sujet des paiements de transfert aux provinces n'entraîneront pas de majoration exagérée des frais de scolarité et que tous les jeunes Canadiens pourront encore envisager de fréquenter les établissements postsecondaires.